



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article416>

# e-Sarkozy

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mercredi 25 mai 2011

---

**Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits**

**réservés**

---

Toujours désireux d'être un président omniprésent du G20 et de faire moderne, Nicolas Sarkozy a donné une large publicité au e-G8 qui s'est ouvert le 24 mai à Paris. Conforme à son discours désormais rituel, il a quasiment ignoré la question des services publics numériques, mais en revanche insisté -comme il le fait par ailleurs sur les questions économiques et financières- sur une nécessaire moralisation des services de la toile.

Il a fortement martelé la nécessité de protéger la propriété intellectuelle sans nullement se préoccuper des acteurs absents de ce grand show médiatique. Seuls l'intéressent les géants de la communication.

Au prétexte légitime de défendre "ce droit des créateurs à pouvoir recevoir la juste rétribution de leurs idées et de leurs talents", Nicolas Sarkozy a insisté sur la nécessité de règles "minimales" de contrôle sur Internet qui doivent être débattues non seulement au sein du G8, mais également au sein du G20 ou à l'ONU.

Le public concerné par Internet, c'est-à-dire au fond les citoyens, était le grand absent de cette grand-messe. Apparemment, la fameuse moralisation ne concerne pas la liberté d'expression et le respect de la vie privée. La CNIL s'en est d'ailleurs inquiétée, en remarquant "l'absence de tout régulateur des données personnelles et de la vie privée, ainsi que des associations de défense des libertés ou des consommateurs, alors même que ce thème figurait au programme."

Ces "oublis" joints au développement d'instruments de contrôle des données sur Internet ont amené Jérémie Zimmermann, co-fondateur et porte-parole de l'organisation de citoyens La Quadrature Du Net, à déclarer "*Les gouvernements semblent avoir renoncé à protéger les droits des citoyens face aux entreprises s'engageant dans des activités néfastes. Ils ont conclu une alliance avec certaines de ces entreprises, effrayés par les nouvelles possibilités offertes aux individus par Internet et l'informatique. L'e-G8 est une mise en scène où un gouvernement déconnecté de la civilisation Internet espère apparaître en phase avec celle-ci en se montrant en compagnie de quelques leaders économiques du secteur. Cela ne serait que pathétique si ce n'était pas un écran de fumée masquant de dangereuses remises en cause des libertés fondamentales et une tentative de reprise en main de notre cher Internet*" Voir

<http://www.laquadrature.net/fr/forum-eg8-les-gouvernements-et-entreprises-unis-pour-controler-le-net>

Les questions de technique informatique mettent ainsi encore plus en lumière ainsi le problème des libertés individuelles que l'Association pour une Constituante a largement développé depuis plusieurs années.